



L'essentiel

NEWSLETTER

N°34
22 FEVRIER 2024

La débâcle de Credit Suisse a montré qu'il faut plus de liquidités disponibles en cas de besoin.

La BNS devrait accepter davantage de sûretés lorsqu'elle agit en tant que prêteuse de dernier recours.

Le Conseil fédéral publiera bientôt son rapport sur les règles « too big to fail ». Il dira alors dans quels domaines il pense qu'il faut les renforcer. Pour les banques privées, une priorité est d'élargir les possibilités d'obtenir des liquidités en cas de crise. Cela est surtout du ressort de la BNS, qui réfléchit dans ce sens, mais peut-être pas de manière assez large.

On dit classiquement que l'activité d'une banque consiste à gérer des différentiels d'échéance. Elle accepte les dépôts de clients, qui peuvent être retirés en tout temps (éventuellement avec une pénalité), et accorde des prêts dont la durée se compte en mois ou en années. Les règles du Comité de Bâle sur le contrôle bancaire, transposées par chaque pays, exigent une couverture minimale en liquidités pour assurer le paiement des transferts ordonnés par les clients. En principe, l'équilibre tient bon.

Les problèmes surgissent lorsque les clients perdent confiance dans leur banque et retirent massivement leurs avoirs. C'est ce qui est arrivé à Credit Suisse, à un rythme inattendu, porté par l'e-banking et les réseaux sociaux. Mais cela peut arriver à n'importe quelle banque, comme le reconnaît la BNS : « *Quelle que soit sa taille, un établissement bancaire peut se retrouver dans une situation où un grand volume de liquidités devient rapidement nécessaire* », suite « *à des incertitudes dans le secteur bancaire [ou] à la suite d'une cyber-attaque* »¹.

Emergency Liquidity Assistance (ELA)

Lorsqu'une banque n'arrive plus à se refinancer sur les marchés, i.e. à obtenir des liquidités en vendant certains de ses actifs, elle court le risque de tomber en faillite et d'entraîner d'autres établissements avec elle. C'est pourquoi, dans son rôle de gardien de la stabilité du système financier, la BNS peut intervenir en tant que prêteuse de dernier recours, si la banque est solvable.

Actuellement, cette aide d'urgence n'est fournie qu'aux banques d'importance systémique. La crise du Credit Suisse a cependant montré que le champ des sûretés acceptées par la BNS devait être élargi et que l'ELA devait être accessible à toutes les banques.

La BNS a lancé en septembre 2023 une initiative pour accorder des liquidités à toutes les banques en échange de garanties hypothécaires. Elle n'accepte cependant pas toutes les hypothèques et exige que celles-ci soient enregistrées sur Terravis, le portail d'informations intercantonal géré par le groupe SIX. Cette exigence va coûter cher et va prendre du temps pour être remplie.

Pour les banques privées, cette extension ne sera pas utile, puisqu'elles octroient très peu d'hypothèques. Leurs principaux actifs illiquides sont des crédits lombards. Ceux-ci devraient aussi pouvoir aussi servir de garanties, comme tous les types de crédits en fait.



Selon la loi, ces garanties doivent être « suffisantes », ce que la BNS interprète comme impliquant qu'elles soient transférables et libres de toute compensation. Ces exigences sont compliquées à remplir en période de crise et pourraient être remplacées par une décote supplémentaire.

Davantage de flexibilité pourrait aussi être introduite au sein de la facilité pour resserrements de liquidités, qui est ouverte à toutes les banques². Il s'agirait notamment de simplifier la procédure pour augmenter la limite des liquidités pouvant être obtenues, et aussi d'élargir l'univers des titres admis par la BNS dans ses pensions (même sans taux spécial d'ailleurs).

Ces réflexions ne changent rien au fait qu'une banque reste responsable au premier chef de disposer d'assez de liquidités. Cependant, en cas de crise, lorsque l'objectif est de sauver le système financier, élargir le champ d'action de la BNS ne peut être que bénéfique, pour éviter de recourir à la garantie de la Confédération.

Public Liquidity Backstop (PLB)

Le « Public Liquidity Backstop » est un mécanisme public de garantie des liquidités. Cela signifie que la Confédération garantit la créance de la BNS, quand elle doit prêter à une banque davantage que ne le prévoit l'ELA, parce que la banque ne dispose plus de garanties « suffisantes ».

Dans le cas du Credit Suisse, le Conseil fédéral a autorisé cette garantie au moyen du droit d'urgence. Il avait cependant commencé les travaux visant à introduire cet instrument en droit suisse en mars 2022 déjà. A l'échelle internationale, un tel mécanisme fait partie du dispositif standard de gestion de crise pour les banques systémiques.

La Suisse ferait donc bien d'intégrer cet instrument dans sa boîte à outil « too big to fail », pour ne pas être perçue comme plus risquée par les autres pays. Cependant l'intervention de la Confédération, et donc des contribuables, doit être réservée aux cas qui menacent la stabilité du système financier, et donc aux banques systémiques. Celles-ci n'ont toutefois pas un droit au PLB et si elles en bénéficient, leur modèle d'affaires devra être sérieusement revu et son management rendu responsable.

Le Conseil des Etats est en train d'examiner l'introduction du PLB en droit suisse ordinaire. Les banques privées soutiennent la pérennisation de cet instrument, mais relèvent que l'existence de cette garantie étatique en dernier recours constitue un avantage concurrentiel que même le paiement d'une indemnité annuelle forfaitaire n'effacerait pas. Il est au contraire plus important que d'éventuelles futures réglementations bancaires tiennent compte de cette distorsion en allégeant les exigences pour les banques non systémiques.

¹ Conférence de presse de la [BNS](#) du 21 septembre 2023, fin de la page 4.

² Voir la note 3 du 27 septembre 2023 de la [BNS](#).